



PROJET DE MARIAGE - (A lire attentivement)

(Susceptible de modifications selon la réglementation en vigueur)

❖ Conditions de dépôt du dossier de mariage :

- Un(e) des futurs(es) époux (ses) **doit** avoir son **domicile ou sa résidence à Fort-de-France**
Ou
- Le **Père** ou la **Mère** de l'un des futur(es) époux (ses) **doit** avoir son **domicile ou sa résidence à Fort-de-France**
- Si le mariage est célébré dans la Ville où l'un des futurs(es) époux (ses), ou l'un de ses parents, n'a qu'une simple résidence, celle-ci doit se manifester par une **habitation continue pendant le mois qui précède la date à laquelle la publication des bans a été affichée**. Cette résidence doit être ni interrompue, ni intermittente. (art.74 du code civil)
- **La présence des 2 futurs(es) époux (ses) est obligatoire au dépôt du dossier.**
- Un délai **minimum** de 6 semaines est conseillé entre le dépôt du dossier et la date du mariage.
Pour certaines périodes (*juillet, août, décembre*) les demandes étant nombreuses, il convient d'anticiper le dépôt du dossier.
- Les délais de validité des pièces à fournir doivent être respectés sous peine d'**irrecevabilité** du dossier
- **Tout dossier incomplet est refusé**

❖ **Audition** : une audition des futurs époux peut être demandée par l'officier d'état civil qui se réserve la droit de demander des pièces complémentaires au vu du dossier.

- ❖ **Les témoins doivent** être âgés de **18 ans** révolus au moins
- Un **mineur** peut être témoin s'il est **émancipé** par le mariage ou par décision de justice
- Les témoins sont au nombre de : 2 minimum

❖ Si les ou l'un des futurs époux ne maîtrise pas la langue française, l'assistance d'un **traducteur assermenté** est **nécessaire le jour du dépôt du dossier et le jour de la célébration** (*celui-ci doit être le même au dépôt du dossier et le jour de la célébration*)

❖ **En cas de modification de votre état civil** entre la date du dépôt du dossier de mariage et la date de la célébration, **vous devrez produire un extrait d'acte de naissance à jour**

(*) Pays adhérent à la CIEC (Commission Internationale de l'Etat Civil) : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Turquie, Slovénie, Croatie, République de Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Pologne, Monténégro, Moldavie, Lituanie, Estonie, Roumanie, Bulgarie, Cap-Vert

VILLE DE FORT-DE-FRANCE

Service Etat Civil

Rue Victor Sévère

97262 - FORT-DE-FRANCE CEDEX

Tél. : 0596 59 60 00 / 59 61 09 / 59 60 98 / 59 60 17

Horaires de réception du Service Etat Civil

Lundi-Mardi-mercredi-jeudi-vendredi : 7h15-12h

Courriel : etatcivil@fortdefrance.fr

LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

(Susceptible de modifications selon la réglementation en vigueur)

❖ JUSTIFICATIF D'ÉTAT CIVIL (pour chacun des futurs(es) époux(es))

➤ FUTURS(ES) ÉPOUX(SES) DE NATIONALITE FRANCAISE

- 1 acte de naissance du ou des futurs(es) époux(es) de **moins de 3 mois**

➤ FUTURS(ES) ÉPOUX(SES) NÉ(ES) A L'ÉTRANGER (PAYS NON ADHÉRENTS A LA CIEC(*))

- 1 acte de naissance du ou des futurs(es) époux (ses) et sa traduction légalisé ou apostille de **moins de 6 mois**
- 1 **certificat de célibat** légalisé **de moins de 6 mois** ET le cas échéant 1 certificat de coutume valide au dépôt du dossier de mariage

➤ FUTURS(ES) ÉPOUX(SES) NÉ(ES) A L'ÉTRANGER DANS L'UN DES PAYS ADHÉRENT DE LA CIEC (*)

- 1 acte de naissance **plurilingue** du ou des futurs(es) époux(es) de **moins de 6 mois** avec l'indication de la filiation comportant, *le cas échéant* l'ensemble des mentions des précédents mariages, divorces

A défaut : 1 acte de naissance et sa traduction **de moins de 6 mois** revêtus de l'apostille ou légalisés avec l'indication de la filiation comportant, *le cas échéant* l'ensemble des mentions des précédents mariages, divorces

➤ FUTUR(ES) ÉPOUX(SES) VEUF(S)(ves)

- 1 Copie intégrale de l'acte de décès de votre époux (se)

➤ JUSTIFICATIFS D' ETAT CIVIL pour CHACUN DES FUTURS(ES) ÉPOUX(SES)

- 1 photocopie et l'original du justificatif de **domicile récent** : Eau, ou EDF, ou téléphone fixe, ou avis imposition, non imposition, ou taxe d'habitation, ou foncière, attestation assurance logement.
Sauf si le mariage est célébré dans la ville de domicile ou de résidence de l'un de vos parents (**père et/ou mère**), fournir **en plus de vos propres justificatifs de domicile** : 1 photocopie (et son original) du justificatif de domicile, ou de résidence au nom du ou des parents et une photocopie de leur titre d'identité..
- 1 photocopie de la Carte d'identité ou Passeport le titre original devra également être présenté)
- 1 **Attestation sur l'honneur de domicile** à remplir et signer **en présence** de l'officier d'état civil.(formulaire remis au moment du rendez-vous en mairie)
- **Votre ancien livret de famille si** vous avez des **enfants en commun**
- 1 **Certificat** établi par le **Notaire** **SI** vous avez conclu un contrat de mariage
- 1 **Fiche de renseignements** (en annexe) à compléter
- 1 photocopie du **Justificatif d'identité** de **chacun des témoins** : Carte d'identité ou Passeport ou autre titre d'identité(carte de séjour)
- 1 photocopie du justificatif de **domicile récent de chacun des témoins** : Eau ou EDF ou téléphone fixe ou avis imposition, non imposition ou taxe d'habitation ou foncière
- 1 **liste des témoins** (en annexe) à compléter.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

(à remplir lisiblement afin d'éviter des erreurs dans la rédaction de l'acte de mariage)

DATE DE MARIAGE :

❖ ÉPOUX(SE)

NOM

Prénoms

Date et lieu de naissance

Nationalité

Profession-en retraite OUI / NON

Domicile

.....

Téléphone..... Courriel.....

Célibataire ----- OUI / NON -----Divorcé(e) / Veuf (ve) ----- OUI / NON -----Pacsé ----- OUI / NON

Fils ou fille de :

Nom du père.....

Prénoms-décédé-(1) OUI / NON-

Profession.....-en retraite OUI / NON

Domicile

.....

Nom de la Mère.....

Prénoms-décédée-(1) OUI / NON

Profession

Domicile.....

❖ ÉPOUX(SE)

NOM

Prénoms

Date et lieu de naissance

Nationalité

Profession-en retraite OUI / NON

Domicile

.....

Téléphone..... Courriel.....

Célibataire ----- OUI / NON -----Divorcé(e) / Veuf (ve) ----- OUI / NON -----Pacsé ----- OUI / NON

Fils ou fille de :

Nom du Père.....

Prénoms-décédé-(1) OUI / NON

Profession.....-en retraite OUI / NON

Domicile

.....

Nom de la Mère.....

Prénoms-décédée-(1) OUI / NON

Profession-en retraite OUI / NON

Domicile.....

.....

CONTRAT(1) -----OUI / NON

Traducteur **Assermenté**(1) -----OUI / NON

Futur domicile-----

Livret de Famille -----OUI / NON

Nombre d'enfants communs-----

(1) barrer la mention inutile

LISTE DES TÉMOINS

Les témoins (2) doivent être âgés au moins de 18 ans révolus.

1^{er} Témoin (obligatoire)

NOM et PRENOMS -----

Date et lieu de naissance-----

Profession-----en retraite OUI / NON

Domicile -----

Téléphone-----Courriel-----

2^{ème} Témoin (obligatoire)

NOM et PRENOMS -----

Date et lieu de naissance-----

Profession-----en retraite OUI / NON

Domicile -----

Téléphone----- Courriel-----

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 réformée, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et, le cas échéant, de suppression des données vous concernant. Afin d'exercer ce droit, nous vous invitons à nous contacter.

INFORMATIONS SUR LE DROIT DE LA FAMILLE

(décret n° 2002-1556 du 23 décembre 2002 modifiée par le décret n° 2004-1159 du 29 octobre 2004, par le décret n° 2006-640 du 1er juin 2006 et par le décret n° 2013-429 du 24 mai 2013)

Ce document est destiné à donner une information générale sur le droit tel qu'il résulte des lois et règlements en vigueur.

Nom des époux et de leurs enfants

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux peut utiliser dans la vie courante, s'il le désire et à titre d'usage, le nom de son conjoint ou adjoindre son nom au sien, dans l'ordre qu'il souhaite.

Les époux choisissent le nom de famille qui est dévolu à leur premier enfant commun lors de la déclaration de naissance, soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés suivant l'ordre qu'ils ont choisi et dans la limite d'un seul nom de famille pour chacun d'eux. Ils remettent le document mentionnant la déclaration de choix de nom à l'officier d'état civil.

En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom, l'enfant commun prend le nom de son père. En cas de désaccord sur le nom de l'enfant, l'un des parents peut le signa

ler à l'officier de l'état civil en produisant un écrit faisant état de son désaccord au plus tard au jour de la déclaration de naissance ou, le cas échéant, au jour de l'établissement simultané de la filiation. L'officier de l'état civil vise le document et le restitue au parent. Dans ce cas, l'enfant prendra le nom de ses deux parents accolés selon l'ordre alphabétique. Le nom dévolu au premier enfant commun est valable pour les autres enfants communs du couple.

La faculté de choix de nom ne peut être exercée qu'une seule fois.

Droits et devoirs respectifs des époux

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie.

Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives. Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage.

Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants. Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives.

Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage.

Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment compte-chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt.

Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

Obligations alimentaires dues aux époux et par eux

Les époux ont l'obligation de nourrir et entretenir leurs enfants. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque les enfants sont majeurs. Réciproquement, les enfants doivent des aliments à leurs parents qui sont dans le besoin.

Dans les mêmes conditions, les gendres et belles-filles doivent des aliments à leurs beaux-parents. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui créait des liens d'alliance et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. Réciproquement, les beaux-parents sont tenus de cette obligation envers leurs gendres et belles-filles.

Filiation

Le mari est présumé être le père de l'enfant né avant le 180^e jour du mariage, de ceux conçus pendant l'union et de ceux nés moins de 300 jours après la dissolution du mariage.

Adoption

Les époux peuvent adopter un enfant lorsque le mariage dure depuis plus de deux ans ou lorsque les deux époux ont plus de vingt-huit ans.

L'adoption peut être aussi demandée par un époux âgé de plus de vingt-huit ans avec le consentement de son conjoint.

Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint sous certaines conditions. L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le tribunal de grande instance qui vérifie si les conditions posées par la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant. En cas d'adoption de l'enfant du conjoint ou d'adoption d'un enfant par deux époux, l'adoptant et son conjoint ou les adoptants choisissent, par déclaration conjointe, le nom de famille dévolu à l'enfant: soit le nom de l'un d'eux, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux, dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux. Cette faculté de choix ne peut être exercée qu'une seule fois. En l'absence de déclaration conjointe mentionnant le choix de nom de l'enfant, celui-ci prend le nom de l'adoptant et de son conjoint ou de chacun des deux adoptants, dans la limite du premier nom de famille pour chacun d'eux, accolés selon l'ordre alphabétique.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adoptant est adjoint au nom de l'adopté. Toutefois, si l'adopté est majeur, il doit consentir à cette adjonction. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un d'eux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix du nom adjoint ainsi que l'ordre des deux noms appartient à l'adoptant, qui doit recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré résulte de l'adjonction en seconde position du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté.

En cas d'adoption par deux époux, le nom ajouté au nom de l'adopté est, à la demande des adoptants, celui de l'un d'eux, dans la limite d'un nom. Si l'adopté porte un double nom de famille, le choix du nom conservé et l'ordre des noms adjoints appartient aux adoptants, qui doivent recueillir le consentement personnel de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction en seconde position du premier nom des adoptants selon l'ordre alphabétique, au premier nom de l'adopté.

Le tribunal peut toutefois, à la demande de l'adoptant, décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption de l'enfant du conjoint, que l'adopté conservera son nom d'origine. En cas d'adoption par deux époux, le nom de famille substitué à celui de l'adopté peut, au choix des adoptants, être soit celui de l'un d'eux, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux et dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux.

Cette demande peut également être formée postérieurement à l'adoption. Si l'adopté est âgé de plus de treize ans, son consentement est nécessaire.

Double nom

Circulaire du 25 octobre 2011 relative à la modification des modalités d'indication des « doubles noms » issus de la loi n°2002-304 du 4 mars 2002 dans les actes de l'état civil : suppression du double tiret.

Autorité parentale

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

A l'égard des tiers, chacun des parents peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant. Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.

L'enfant a le droit d'entretenir des relations personnelles avec ses grands-parents et autres ascendants. Seul l'intérêt de l'enfant peut faire obstacle à l'exercice de ce droit.

Logement des époux

Les époux sont co titulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu par l'un seulement d'entre eux avant le mariage.
Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail), ni des meubles meublants dont il est garni.

Régime fiscal

Les époux sont soumis à une imposition commune pour les revenus perçus par chacun d'eux pour l'année entière au cours de laquelle ils se sont mariés et pour les années suivantes. Toutefois, au titre de l'année du mariage et sur option irrévocable, les époux peuvent souscrire deux déclarations distinctes comportant les revenus dont chacun a disposé personnellement pour l'année entière.
Chacun des époux est tenu solidairement avec son conjoint du paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

Régime matrimonial

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire.
A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté.

Régime légal de la communauté

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs.
Les biens dont chacun des époux étaient propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres.
Les actes d'administration sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception du bail consenti sur un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté qui nécessite l'accord des deux époux.
Les actes de disposition sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception de la donation d'un bien commun, de la vente ou de la constitution d'une garantie sur un immeuble, fonds de commerce, exploitation ou parts de société dépendant de la communauté qui requièrent l'accord des deux.
Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres.
La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.
Régimes conventionnels de communauté
Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir qu'en cas de décès de l'un d'eux il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

Régime de la séparation de biens

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.
Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié. Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime de la participation aux acquêts

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.
Au moment de la dissolution du mariage, la valeur des biens qui ont été acquis pendant l'union est partagée par moitié entre les époux, à l'exclusion de la valeur de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.
Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Changement de régime matrimonial

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de deux ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer par acte notarié. Lorsque l'un ou l'autre des époux a des enfants mineurs, l'acte notarié est obligatoirement soumis à l'homologation du tribunal du domicile des époux.
Cas où l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger
Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial.
Cette loi est celle de l'État dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'État sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage.
A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'État sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions.

Droits du conjoint survivant

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes.
En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandée par l'un des héritiers nus-propriétaires ou par le conjoint lui-même.
En présence des parents du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès de l'un des parents, le conjoint hérite des trois quarts.
A défaut d'enfants, de descendants et des parents, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.
Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans le logement qu'il occupe pendant un an.
Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est loué, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant.
Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier. La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur de la part successorale éventuellement recueillie par le conjoint survivant.
Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient co titulaires.
En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.
Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament.
Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.